



S'inscrire à la newsletter

ZOOM

Les officines baissent le rideau après le braquage d'un pharmacien de Cayenne mercredi soir



Des hommes armés ont tiré sur le propriétaire de la pharmacie Voltaire, mercredi soir, alors qu'il venait de fermer son officine. Hier à 13 heures, les pharmacies ont fermé leurs portes et ont continué de fonctionner à guichet fermé.

Laurent Guinefolleau était fidèle au poste, hier. Toute la matinée, le pharmacien a reçu les patients et aussi quelques personnalités – élus, responsables associatifs... - dans son officine. Le



propriétaire de la pharmacie Voltaire, à Cayenne, avait pourtant été braqué la veille au soir et avait vu la mort passer « à deux cheveux ».

Il est 19h30, ce mercredi soir quand, avec le second pharmacien de l'officine, il quitte les lieux. Les deux professionnels passent par une porte à l'arrière, donnant directement sur la rue dans laquelle sont garées leurs voitures. Des hommes, armés, les attendent, les menacent et rentrent

pour dérober la caisse. Dans leur fuite, ils tirent trois fois en direction de Laurent Guinefolleau, touché sans gravité à la tête.

« Ils nous attendaient. Ils savaient à quelle heure nous sortions », déplore le pharmacien. Un coup très dur pour celui qui a racheté l'officine le 1er novembre. Hier, il a repris un contrat avec une société de gardiennage, pour qu'un vigile soit présent sur place le soir. « Ça représente 1 000 euros par mois. Il faut aussi que la police fasse des rondes. »

« Le pire a été évité de justesse »

« Nous sommes tous conscients que le pire a été, cette fois encore, évité de justesse », déplorent l'URPS pharmaciens, l'Ordre des pharmaciens et la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF), dans un communiqué. Ils « condamnent fermement cette nouvelle agression de professionnels de santé dans l'exercice de leur métier au service de la population » et ont décidé la fermeture des officines, hier après-midi. Celles-ci ont fonctionné à guichet fermé.

La communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) Centre littoral et ses partenaires ont « appuyé naturellement et incontestablement le mouvement (...) Les professionnels de santé de la CPTS condamnent fermement ce nouveau braquage violent à main armée. Un acte inadmissible qui complique davantage le quotidien et l'exercice des professionnels de santé du territoire dans l'exercice de leur fonction au service de la population guyanaise », poursuit le communiqué, signé du président Christian Rohrbacher et de la vice-présidente Awatef Argoubi.



Suite à l'agression et au braquage qui ont eu lieu hier soir dans une pharmacie de Cayenne, Alexandre de la Volpilière, DG ARS par intérim condamne fermement cet acte et exprime tout son soutien au pharmacien.

L'ARS réitère son accompagnement auprès de la communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) et notamment sur le volet sécuritaire.

Face à l'insécurité, des professionnels cherchent des solutions

C'est une vidéo qui a fait son petit effet, hier matin sur les téléphones portables de certains professionnels de santé. Une infirmière libérale y montre dans quelles « conditions de travail » elle visite ses patients à domicile avant le lever du jour, dans le quartier de Mont-Lucas, à Cayenne. Les rues sont plongées dans le noir. Les cages d'escaliers aussi. C'est donc à la lumière de son téléphone qu'elle se dirige chez sa patiente.

Le Dr Jawad Bensalah, radiologue dans le quartier, souligne que « c'est chaud actuellement, entre quelques sorties de prison, le début des vacances et les trafics de drogue ». Et de poursuivre : « L'URPS médecins soutient notre collègue pharmacien. Un tel événement ne

donnera pas envie à d'autres professionnels de santé de venir en Guyane. Certains, ici, vont vouloir se regrouper loin des quartiers populaires. Ça va encore compliquer l'accès aux soins. »

Gardiennage, portes sécurisées, portiques

Les problèmes de sécurité touchent aussi les établissements de santé. A Saint-Laurent du Maroni, des infirmières de l'hôpital ont été braquées chez elles, il y a quelques mois. Elles ont quitté la ville et donc l'établissement. Didier Guidoni, directeur du Chog, recense « dix démissions depuis le début de l'année » liées à l'insécurité. Des démissions avant lesquelles il a reçu les victimes qui lui ont clairement indiqué que l'insécurité était la cause de leur départ. « Pour certains, leur contrat était loin d'être terminé. Ils étaient même parfois au tout début. Comme nous sommes déjà en sous-effectif, ça impacte aussi le reste de l'équipe. » S'il n'est pas possible de retenir des professionnels qui craignent pour leur sécurité, le but est alors d'éviter que la peur ne touche d'autres agents.



Les solutions sont rares. Laurent Guinefolleau, le pharmacien braqué mercredi soir, a sollicité une société de gardiennage. « C'est 17 à 18 euros de l'heure », rappelle le Dr Jawad Bensalah. Installée depuis deux ans à Mont-Lucas également, le Dr Elodie Misran a fait poser une porte avec gâche électrique et visiophone à l'entrée de son cabinet. Aux urgences de l'hôpital de Cayenne, théâtre à plusieurs reprises de violences, « l'accès a été sécurisé avec des badges d'accès, une équipe de sécurité est présente en renfort et un portique de détection de métaux » a été installé, liste le Pr Jean Pujo, chef de service. « L'insécurité, c'est un élément de plus qui fait que les gens en ont ras-le-bol et partent. »

Bouton anti-panique et caméras de surveillance



Plusieurs initiatives ont été prises, par les URPS ou les syndicats de professionnels de santé. En mars, l'URPS médecins a distribué des boutons anti-panique à ses membres. Pas plus gros qu'une pièce de monnaie, fixable au revers d'un vêtement, il permet d'alerter et d'envoyer sa géolocalisation à une société de sécurité ou à un proche, en cas d'agression ([lire la Lettre pro du 10 mars](#)). « Ce n'est pas la solution magique, mais ça rassure. Notamment certaines consœurs qui travaillent seules », admet le Dr Bensalah. En octobre, la Fédération nationale des infirmiers (FNI) avait offert des porte-clefs alarmes aux professionnels, lors d'un atelier à la mairie de Cayenne sur la sécurité des libéraux ([lire la Lettre pro du 18 octobre 2022](#)).

Awatef Argoubi, la présidente locale de la FNI et vice-présidente de la CPTS Centre littoral, a relancé « les autorités compétentes » suite au meurtre d'une infirmière au CHU de Reims. Elle a sollicité un devis pour le bouton anti-panique « pour que les infirmiers puissent faire une commande groupée ». Conseillère municipale à la mairie de Cayenne, elle espère aussi convaincre ses collègues élus de déployer les prochaines caméras de surveillance à proximité des lieux de travail des professionnels de santé de ville. Le Dr Bensalah, pour sa part, profite des réunions, tous les six mois, de suivi du protocole de sécurité des professionnels de santé pour essayer d'obtenir un allègement des procédures lorsqu'un professionnel de santé souhaite installer lui-même des caméras de surveillance. « Mais je voudrais surtout rappeler aux braqueurs que nous n'avons guère d'argent sur nous. La plupart de nos transactions passent par la Carte Vitale ou la carte d'AME. » Selon France-Guyane, la police nationale a annoncé un butin de 600 euros mercredi soir à la pharmacie Voltaire.

Sécurité des établissements de santé : un audit et des crédits

Suite à l'agression à l'arme blanche d'une secrétaire médicale et d'une infirmière du CHU de Reims, ayant entraîné la mort de cette dernière, François Braun, ministre de la Santé et de la Prévention, a lancé un audit-flash afin de faire un point sur l'état de sécurisation de l'ensemble des établissements de santé. Un questionnaire en ligne a été transmis aux directeurs des établissements de santé, qui ont jusqu'à aujourd'hui pour y répondre.

Par ailleurs, des crédits annuels « sécurisation des établissements de santé » sont accordés depuis plusieurs années. Après attribution, ils doivent être consommés dans les quatre ans. Compte tenu de la crise sanitaire, les établissements peuvent encore se faire rembourser les dépenses de 2017 et 2018, en adressant leurs factures à la Caisse des Dépôts, d'ici au 31 décembre. D'ici à la fin de l'année, l'ARS lancera un appel à projets au titre des crédits de 2022 et 2023.

EN BREF

◆ Dengue : le type 1 circule à son tour à Kourou



À Kourou, le nombre hebdomadaire de cas confirmés de dengue était en augmentation au cours des deux dernières semaines : 32 cas ont été répertoriés la semaine du 12 juin et 31 la semaine dernière. Les sérotypes DEN-3 (majoritaire) et DEN-1 circulent, signale Santé publique France. Les passages aux urgences du CHK sont stables à un niveau élevé depuis deux semaines avec 9 passages par semaine.

Le foyer épidémique identifié début juin sur Saint-Laurent du Maroni demeure actif. La situation demeure relativement calme sur le reste du territoire.

Dans ce contexte, il est important de prescrire une recherche biologique de la dengue pour tout cas cliniquement évocateur de dengue, afin de pouvoir évaluer au mieux la situation épidémiologique et mettre en œuvre les mesures de gestion adéquates. Pour rappel :

- Un cas cliniquement évocateur de dengue se définit par de la fièvre $\geq 38,5^{\circ}\text{C}$ de début brutal, évoluant depuis moins de 10 jours, accompagnée d'un syndrome algique (céphalées \pm arthralgies \pm myalgies \pm lombalgies) en l'absence de tout point d'appel infectieux ;
- Tout cas cliniquement évocateur de dengue doit faire l'objet d'une recherche biologique, en indiquant la date de début des symptômes sur l'ordonnance :
 - par RT-PCR : de J1 à J7 suivant la date de début des signes ;
 - par sérologie : à partir de J5.

A Kourou, l'expérimentation Labo sans ordo, initiée au début du mois, prend fin aujourd'hui. Un bilan en sera tiré prochainement.

◆ Paludisme : maraudes lundi et mardi, dépistage actif mercredi et jeudi à Matoury



Suite à la survenue de cinq cas autochtones de paludisme à *Plasmodium falciparum*, depuis le début du mois à Matoury, une opération de dépistage actif sera menée la semaine prochaine.

Mercredi et jeudi, la Croix-Rouge, l'Unité des maladies infectieuses et tropicales (Umit) de l'hôpital de Cayenne et l'Institut Pasteur de Guyane mèneront une recherche active de cas, sur la RN2 : toutes les personnes habitant dans un rayon de 500 mètres autour des cinq patients seront invitées à se faire dépister dans un des postes avancés que mettra en place la Croix-Rouge. Avant cela, lundi et mardi, les équipes de la Croix-Rouge, de l'association Daac et de la mairie de Matoury effectueront des maraudes pour informer les

riverains. De nouvelles maraudes seront organisées la semaine suivante, pour les habitants de Sainte-Rose de Lima et de Paramana.

◆ Les étudiants Antilles-Guyane du DES d'urgences en formation en Guyane



La semaine dernière, les trois promotions du diplôme d'études spécialisées (DES) en médecine d'urgence étaient en Guyane pour une semaine de formation. Les vingt étudiants des Antilles et de Guyane ainsi que trois internes de médecine d'urgences inter-CHU ont suivi trois jours de formation théorique (brûlures, noyades, plaies chroniques, exposition à la faune et à la flore, électrisation, pendaison, urgences drépanocytaires...) avant deux jours d'ateliers en forêt, jeudi et vendredi.

La formation est organisée dans l'année en trois séminaires d'une semaine, un dans chaque territoire. Le responsable pédagogique est le Dr Patrick Portecop, chef de service du Samu de Guadeloupe. Les Dr Alexis Fremery et Florian Negrello, chef de clinique aux urgences-Samu de Guyane et de Martinique, en sont les coordinateurs.

◆ Médecins du Monde lance un appel au don de matériel médical



■ Pour l'accompagnement de ses bénéficiaires, l'association Médecins du Monde est à la recherche d'accessoires paramédicaux (béquilles, attelles, minerves, déambulateurs...) propres et en bon état. Les personnes souhaitant faire un don de ces matériels peuvent contacter Camille Chassouant au 0694 25 25 72 ou à camille.chassouant@medecinsdumonde.net.

■ L'association recherche également des professionnels de santé bénévoles (médecins, infirmiers, pharmaciens, sages-femmes) pour des actions de type maraude ou clinique dans l'Île-de-Cayenne. Contact : Camille Chassouant au 0694 25 25 72 ou à camille.chassouant@medecinsdumonde.net.

◆ Deuxième Lettre Recherche du CHC



La Lettre Recherche

Mieux faire connaître au grand public les travaux de recherche en santé menés au sein de l'établissement : telle est l'ambition de la Lettre Recherche du Centre Hospitalier de Cayenne. Le **deuxième numéro** a été diffusé hier aux abonnés. La newsletter, trimestrielle, alterne articles, bandes dessinées, vidéo et diaporama. Parmi les sujets traités dans ce numéro : les envenimations ophidiennes, le projet de recherche Parcours sur la précarité et la vulnérabilité sexuelle des personnes originaires d'Haïti vivant en Guyane, le projet Curema de lutte contre le paludisme, la création d'un score pronostique sur l'évolution de l'histoplasmosse chez les personnes vivant avec le VIH...

E-Santé

■ Un site pour mieux connaître l'activité des professionnels de santé libéraux

L'Assurance Maladie lance ce 19 juin une nouvelle **plateforme en open data, Data Professionnels de santé libéraux**, qui permet de mieux connaître les professions de santé libérales en France. Ce site met à la disposition de tous les acteurs de la santé et du grand public

un nouvel ensemble de données sur les professions libérales : effectifs, densité, implantation géographique, honoraires, prescriptions...

Data Professionnels de santé libéraux est intégré au nouveau portail de référence en matière de données de santé : **Data ameli**. Cette plateforme unique regroupe désormais 3 ensembles de données clés sur la santé en France : **Data Vaccin Covid**, créé en juin 2021, **Data Pathologies**, lancé en 2022, et Data Professionnels de santé libéraux.

Des informations sont disponibles sur :

- La démographie : quels sont les effectifs de chaque profession et comment sont-ils répartis sur le territoire ? comment évolue la pyramide des âges ?
- L'exercice : quelle part de professionnels exerce en secteur 1 ou secteur 2 ? en libéral ou en activité mixte ?
- Les honoraires : quels sont les honoraires perçus par chaque profession ? comment évoluent-ils ? comment évoluent leurs dépassements ?
- Le type de prescriptions : que prescrivent les différentes spécialités médicales ?
- La patientèle : combien de patients chaque profession voit-elle en moyenne chaque année ? comment la « file active » de patients a-t-elle évolué ?

Offres d'emploi



■ L'Agence Régionale de Santé recrute un **infirmier diplômé d'Etat** pour les services de veille et sécurité et prévention et promotion de la santé. Candidature avant le 31 juillet. Consulter l'offre et candidater **ICI**.

■ Médecins du Monde recrute un **superviseur santé** (titulaire d'un diplôme d'Etat dans le domaine de la santé, CDI, temps plein). Consulter l'offre et candidater. <https://www.medecinsdumonde.org/job/superviseur-sante-f-h/>

Agenda



Vendredi 30 juin

► **Session d'information** sur le métier d'assistant médical, à destination des médecins de la communauté d'agglomération du Centre littoral (CACL) et de la communauté de communes des Savanes (CCDS), organisé par la CPTS Centre littoral, à 19h30 à la Domus Medica, à Cayenne. Inscription est gratuite et obligatoire avant le 27 Juin à contact@cpts-centre-littoral.fr ou au 0694 29 02 50.

► **Les Vendredis du Corevih** : réduction des risques infectieux liés aux consommations de drogues, de 13h30 à 15 heures, **via Teams**.
ID : 364 290 675 678. Code secret : H2PqfJ

Lundi

► **Retrouvez Yana Santé**, l'émission de santé présentée par Awatef Argoubi, en partenariat avec la Lettre pro, à 19 heures sur [Facebook](#) et sur la **chaîne Youtube** de l'émission.

Faites connaître vos événements dans l'agenda de la Lettre pro en écrivant à pierre-yves.carlier@ars.sante.fr

Le message du jour



Éliminez les endroits où l'eau peut stagner :
pots de fleurs, petits débris, encombrants, déchets verts, gouttières ..



Se protéger individuellement contre les piqûres de moustiques pour éviter la transmission du virus :
répulsif, vêtements longs, moustiquaires

[Consultez tous les numéros de Covid-19 - La lettre Pro](#)

Agence régionale de santé Guyane

Directeur de la publication : Alexandre de la Volpilière

Conception et rédaction : ARS Guyane Communication

Standard : 05 94 25 49 89



www.guyane.ars.sante.fr

[Cliquez sur ce lien pour vous désabonner](#)